

# CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2012

## Stagnation de l'activité et recul de l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, l'activité économique est restée stable en France pour le 3<sup>e</sup> trimestre consécutif tandis que l'emploi salarié marchand non agricole reculait :

-22 400 postes au 2<sup>e</sup> trimestre après +22 800 au 1<sup>er</sup> trimestre 2012. Dans le secteur tertiaire, l'emploi s'est inscrit en baisse (-7 900 postes après +25 900) en raison du fort recul de l'emploi intérimaire (-18 900 après une stagnation au trimestre précédent). L'emploi a également diminué dans le secteur de la construction (-6 800) tandis qu'il a poursuivi sa baisse dans le secteur de l'industrie (-7 700 postes). Dans le secteur non marchand, l'augmentation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés a ralenti au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 (+5 600 postes après +18 500). Au total, la baisse de l'emploi dans l'ensemble de l'économie est estimée à -15 000 postes au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, après une hausse de +39 000 au trimestre précédent.

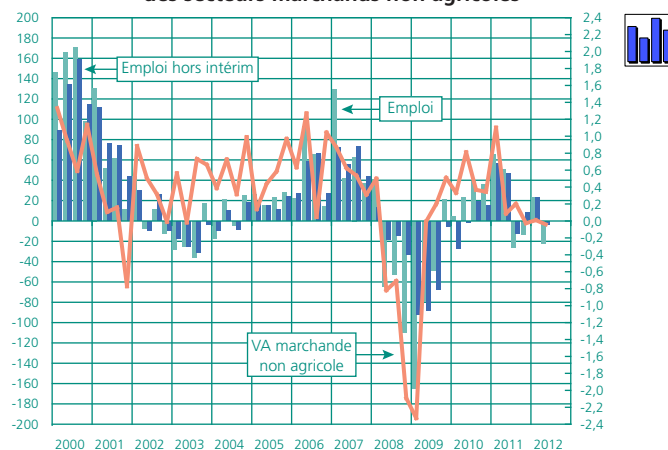
Le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de +0,1 point au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 en France métropolitaine, pour s'établir à 9,7 % de la population active. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi s'est accélérée au 2<sup>e</sup> trimestre (+61 000 après +36 000 pour la catégorie A ; +86 000 après +56 000 pour les catégories ABC).

Dans la zone euro, l'activité s'est contractée au 2<sup>e</sup> trimestre, après avoir stagné au trimestre précédent. En ce qui concerne le marché du travail, le taux de chômage de la zone euro a continué d'augmenter pour s'établir à 11,2 % de la population active.

### Nouvelle stagnation de l'activité en France au 2<sup>e</sup> trimestre 2012

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, l'activité économique en France est demeurée stable pour le 3<sup>e</sup> trimestre consécutif. À l'issue du 2<sup>e</sup> trimestre, l'« acquis de croissance » (1) du PIB pour l'année 2012 s'établit à +0,2 %, après une croissance de +1,7 % en moyenne sur l'année 2011.

Graphique 1 • **Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles**



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non agricole sur l'échelle de droite.

Sources : Dares, Insee.

(1) C'est-à-dire la croissance en moyenne annuelle en 2012 que l'on observerait si l'activité se maintenait jusqu'à la fin de l'année à son niveau du 2<sup>e</sup> trimestre.

La production de biens et services a stagné : +0,0 % comme au trimestre précédent, pénalisée par la poursuite du recul de la production de biens (-0,4 % après -0,5 %) et un nouveau ralentissement de celle des services principalement marchands (+0,1 % après +0,2 %), tandis que la production des services non marchands continuait de croître au même rythme qu'au trimestre dernier (+0,4 %) et que celle du secteur de la construction s'est redressée (+0,4 % après -0,1 %). Dans le détail, la production manufacturière s'est à nouveau repliée (-1,0 %, comme au trimestre précédent), notamment dans la branche matériels de transport (-3,0 % après -0,7 %) et biens d'équipement (-2,2 % après -0,3 %). La branche cokéfaction-raffinage a connu un moindre recul après l'arrêt de certaines unités de raffinerie au trimestre précédent (-2,0 % après -10,0 %). La production d'énergie a quant à elle continué de se redresser (+2,1 % après +1,7 %). La production de services principalement marchands a ralenti dans la plupart des secteurs et s'est contractée dans le secteur hébergement-restauration (-1,2 % après 0,0 %), dans le commerce (-0,2 % après -0,3 %) ainsi que dans les transports (-0,1 % après +0,5 %).

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, la demande interne a faiblement soutenu l'activité, la demande hors stocks ayant contribué pour 0,1 point à la croissance du PIB, après une contribution neutre au trimestre précédent. La consommation des ménages s'est repliée (-0,1 % après +0,1 %). Cette baisse traduit un nouveau recul des dépenses en biens manufacturés (-0,5 % après -0,7 %), notamment pour les produits agroalimentaires et les « autres produits industriels », ainsi qu'une légère baisse des dépenses dans les services (-0,1 % après +0,2 %). Alors que les dépenses d'investissement ont rebondi pour les entreprises (+0,6 % après -1,4 %) grâce au rétablissement des investissements en biens d'équipement (+1,8 % après -0,4 %) et en matériels de transport (+0,6 % après -11,7 %), elles sont restées stables pour les ménages (+0,0 % après -0,4 %). Par ailleurs, les exportations sont restées peu dynamique au 2<sup>e</sup> trimestre (+0,2 % après +0,1 %), tandis que les importations ont accéléré (+1,7 % après +0,7 %). Les échanges extérieurs ont ainsi pesé sur la croissance à hauteur de 0,4 point, après une contribution de -0,1 point au trimestre précédent. À l'inverse, la variation des stocks des entreprises a soutenu la croissance au 2<sup>e</sup> trimestre : +0,3 point de PIB après +0,1 point au trimestre précédent.

Tableau 1 • De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

En milliers/cvs

	2012		2011				2012				2011 T2	2012 T2
	T2	Niveau	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4) (*) en %	
	Variations trimestrielles											
<b>Secteurs principalement marchands non agricoles</b>	<b>16 116</b>	<b>66</b>	<b>51</b>	<b>-26</b>	<b>-14</b>	<b>23</b>	<b>-22</b>				<b>1,2</b>	<b>-0,2</b>
dont : Industrie	3 281	6	0	-3	-5	-6	-8				-0,4	-0,7
Construction	1 436	1	-3	-6	-2	3	-7				-0,5	-0,8
Tertiaire	11 399	59	54	-17	-7	26	-8				1,9	-0,1
dont intérim	549	9	5	-14	-22	0	-19				9,7	-9,1
<b>Autres (1)</b>	<b>10 230</b>	<b>-5</b>	<b>-7</b>	<b>-21</b>	<b>10</b>	<b>16</b>	<b>7</b>				<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>
dont : non-marchand aidé (2)	229	-12	-14	-33	9	18	6				-12,8	0,0
dont : non-marchand privé (3)	1 950	7	1	2	4	8	10				2,2	1,3
<b>Emploi total</b>	<b>26 346</b>	<b>60</b>	<b>44</b>	<b>-47</b>	<b>-4</b>	<b>39</b>	<b>-15</b>				<b>0,7</b>	<b>-0,1</b>
dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels	18 066	73	52	-24	-10	31	-12				1,3	-0,1

Sources : Dares, Insee, Pôle emploi.

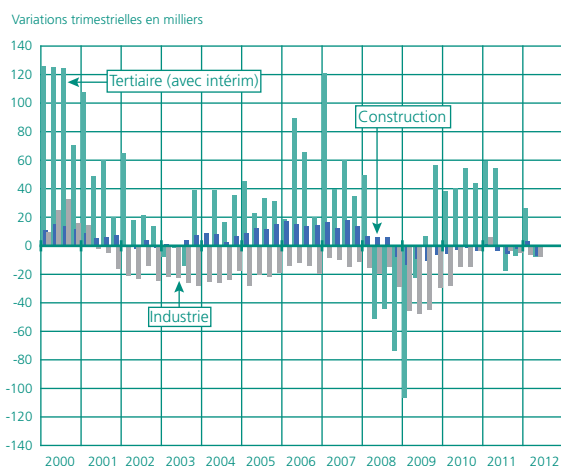
(1) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non-salariés de tous les secteurs.

(2) Contrats uniques d'insertion (CUI), contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et contrats d'avenir (CA), emplois jeunes.

(3) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (OQ : administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, hors emploi public).

(\*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2012, variation entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2011 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2012).

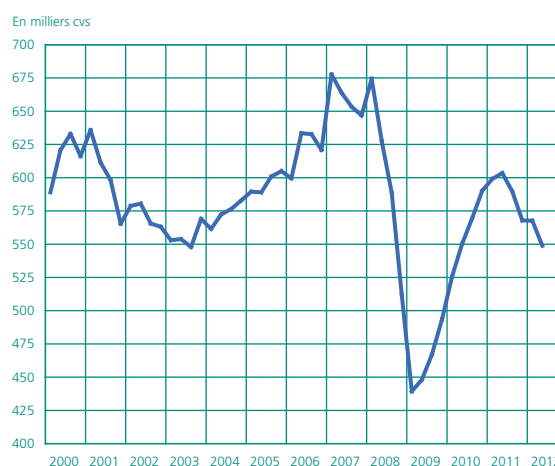
Graphique 2 • Emploi salarié par grands secteurs d'activité



L'intérim est inclus dans le tertiaire marchand et non pas ventilé par secteurs utilisateurs.

Sources : Dares, Insee.

Graphique 3 • Emploi intérimaire



Source : Dares, synthèse des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences intérim.

Tableau 2 • Évolution des salaires de base et du salaire moyen par tête, en valeur nominale, et des prix à la consommation

	2011				2012				2011 T2	2012 T2
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4) (*) en %	
	Variations trimestrielles									
Salaire horaire de base ouvrier (SHBO) (1) .....	1,0	0,6	0,4	0,3	1,0	0,5			2,1	2,2
Salaire mensuel de base ouvrier (SMBO) (1) .....	1,0	0,6	0,3	0,3	1,0	0,5			2,1	2,2
Salaire mensuel de base (SMB) (1) .....	1,0	0,6	0,3	0,3	0,9	0,5			2,2	2,1
Salaire moyen par tête (SMPT) (2) .....	0,9	0,7	0,2	0,6	0,7	0,4			2,5	2,0
Prix à la consommation (3) .....	1,1	0,5	0,0	0,8	0,9	0,1			2,1	1,9

Sources : Dares, Insee.

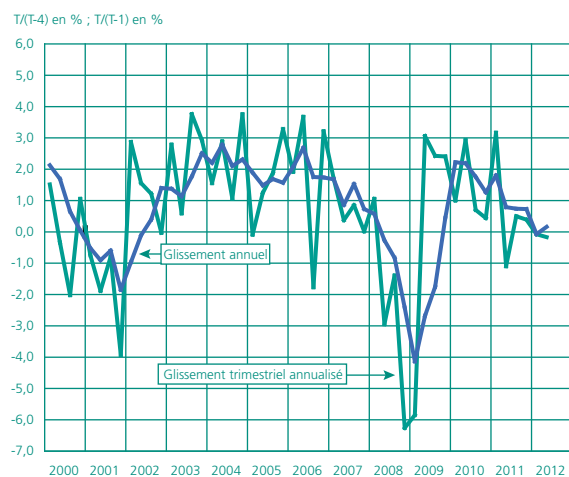
(1) Données brutes, fin de trimestre, entreprises de plus de 10 salariés des secteurs principalement marchands non agricoles.

(2) Données CVS, moyenne trimestrielle, secteurs principalement marchands non agricoles.

(3) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'ensemble des ménages (mesuré sur le dernier mois du trimestre).

(\*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2012, variation entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2011 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2012).

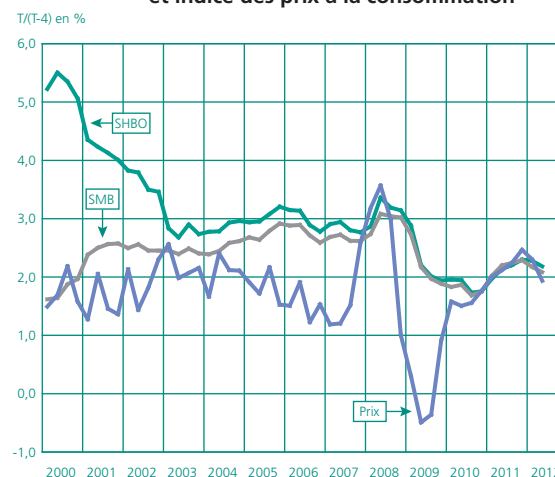
Graphique 4 • Productivité par tête



Champ : secteurs principalement marchands non agricoles.

Sources : Dares, Insee.

Graphique 5 • Salaires de base nominaux et indice des prix à la consommation



Le glissement annuel des prix est calculé en rapportant le dernier mois du trimestre T au dernier mois du trimestre (T-4), comme dans le tableau 2.

Sources : Dares, Insee.

## Recul de l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles au 2<sup>e</sup> trimestre 2012

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, selon les estimations d'emploi publiées par l'Insee en partenariat avec la Dares [2], l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (SMNA) a reculé de 22 400 postes, compensant la hausse de +22 800 postes du trimestre précédent. Sur un an, l'emploi dans ces secteurs a perdu 39 500 postes, soit -0,2 % (graphique 1, tableau 1).

Dans le secteur tertiaire principalement marchand, l'emploi y compris l'intérim (2) a reculé au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 : -7 900 postes après +25 900 postes au trimestre précédent (graphique 2). Cette baisse s'explique par un fort recul des effectifs intérimaires (-18 900 postes après une quasi-stabilité, graphique 3). Hors intérim, l'emploi dans le secteur tertiaire a continué de progresser, à un rythme toutefois ralenti par rapport au trimestre précédent (+11 000 après +26 100). Il a bénéficié des créations de postes dans le commerce de détail hors automobiles (+2 900 après -700) et dans les activités financières et d'assurance (+1 700 après +800). Dans le même temps, les créations d'emploi ont ralenti dans le secteur de l'hébergement et la restauration (+3 300 après +10 100) tandis

qu'elles reculaient fortement dans les activités de services administratifs et de soutien (-14 100 après +4 700).

Dans l'industrie hors intérim, les destructions d'emploi se sont poursuivies au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 pour le quatrième trimestre consécutif : -7 700 postes après -5 000 postes en moyenne au cours des trois derniers trimestres précédents. L'emploi hors intérim dans le secteur de la construction s'est également contracté au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, de -6 800 postes, après une hausse de +3 100 postes au trimestre précédent.

Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale) a ralenti au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 (+5 600 après +18 500 au trimestre précédent, tableau 1). En parallèle, les secteurs non marchands ont continué de créer des emplois de droit privé, contribuant positivement à l'emploi total : +10 000 postes au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, après +8 100 au trimestre précédent.

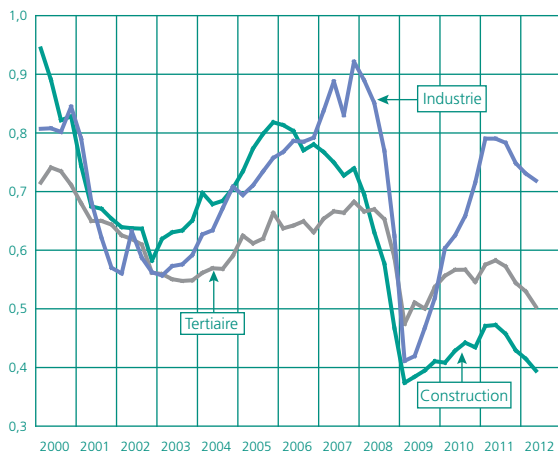
Au total, on estime que l'emploi dans l'ensemble de l'économie aurait reculé au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 : -15 000 postes alors qu'il avait augmenté au trimestre précédent (+39 000 postes). Entre juin 2011 et juin 2012, l'emploi aurait également



(2) Par convention, l'emploi intérimaire est rattaché aux activités de services administratifs et de soutien.

## Graphique 6 • Tensions sur le marché du travail

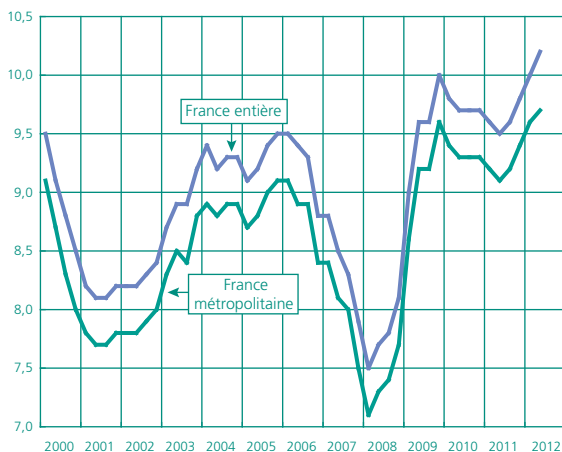
Ratio : offres d'emploi enregistrées sur demandes d'emploi enregistrées (cvs)



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.  
Sources : Pôle emploi, Dares.

## Graphique 7 • Taux de chômage au sens du BIT

En % de la population active de 15 ans et plus, en moyenne trimestrielle



Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage, +/- 0,3 point à partir du 3<sup>e</sup> trimestre 2010 ; estimation à +/- 0,3 point de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

Source : Insee, enquête Emploi.

## Graphique 8 • Taux de chômage au sens du BIT par sexe

En %



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête Emploi.

diminué de -27 000 postes (-0,1 %), après une progression de +184 000 postes (+0,7 %) entre juin 2010 et juin 2011.

## Progression plus forte des salaires de base que l'inflation au 2<sup>e</sup> trimestre 2012

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, le caractère atone de l'activité combiné au recul de l'emploi n'a pas suffi à faire redémarrer la productivité, cette dernière restant stable sur le trimestre (3). En glissement annuel, la productivité par tête a en revanche légèrement augmenté (+0,2 %) au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 (graphique 4).

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, le salaire mensuel de base (SMB) et le salaire horaire de base des ouvriers (SHBO) en euros courants ont tous deux progressé de +0,5 % en données brutes, après une hausse respective de +0,9 % et +1,0 % au trimestre précédent [4]. Sur un an, de juin 2011 à juin 2012, le SMB a progressé de 2,1 % (après +2,2 % au 1<sup>er</sup> trimestre) et le SHBO de 2,2 % (après +2,1 %) (tableau 2 et graphique 5).

Par ailleurs, les prix à la consommation hors tabac ont augmenté de 0,1 % en données brutes au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, après +0,9 % au trimestre précédent. Une fois prise en compte l'inflation, le SMB et le SHBO en euros constants (4) ont chacun connu une progression réelle de +0,4 %, après respectivement 0,0 % et +0,1 % précédemment. En outre, de juin 2011 à juin 2012, les prix à la consommation hors tabac ont augmenté de 1,9 %. Par conséquent, le SMB réel et le SHBO réel ont augmenté au 2<sup>e</sup> trimestre (respectivement de +0,2 % et de +0,3 % sur un an). Un an auparavant, de juin 2010 à juin 2011, le SMB réel avait progressé de 0,1 % et le SHBO réel était resté stable (0,0 %).

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, le salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole, qui intègre notamment des éléments de primes et de structure de la main-d'œuvre, a ralenti : +0,4 % après +0,7 % au trimestre précédent. Entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2011 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2012, le SMPT a augmenté de +2,0 % après une hausse de 2,5 % un an auparavant. En termes réels, le SMPT a stagné en glissement annuel (5) au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, après une progression de +0,5 % un an auparavant.

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, les indicateurs de tension (6) dans les métiers de l'industrie, du tertiaire et de la construction ont à nouveau baissé. Dans l'industrie, malgré son repli, l'indicateur s'est maintenu au-delà de sa moyenne de longue période. *A contrario*, dans les métiers de la construction, et plus modérément dans les métiers du tertiaire, les indicateurs de tension, déjà en deçà de leurs moyennes de longue période, se sont éloignés de celles-ci (graphique 6, [5]).



(3) La valeur ajoutée du secteur marchand non agricole étant évaluée en moyenne sur le trimestre, on compare son évolution à celle de l'emploi en moyenne trimestrielle.

(4) On mesure la variation en valeur réelle des salaires en déflétant les salaires nominaux par l'indice des prix à la consommation hors tabac des ménages (« salaires en euros constants » ou « salaires réels »). Les salaires de base étant évalués au dernier mois du trimestre, on compare leur glissement annuel avec l'indice national des prix à la consommation hors tabac du même mois (IPCh) en glissement annuel (ici, l'IPCh de juin 2012 est rapporté à l'IPCh de juin 2011).

(5) Le SMPT étant évalué en moyenne sur le trimestre, on compare son évolution à la variation de l'IPCh entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2011 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2012, en moyenne trimestrielle, soit 1,9 % sur un an (2,0 % entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2010 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2011).

(6) L'indicateur de tension rapporte les flux d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur le trimestre aux flux de demandes enregistrées sur la même période.



Tableau 3 • Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2011				2012				2011 T2	2012 T2
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
<b>Entrées</b> Données brutes, milliers et %	Entrées du trimestre en milliers								Flux T/(T-4) en % (*)	
<b>Emplois aidés dans le secteur marchand (1)</b> .....	155	110	187	299	160	106			-27,9	2,9
Dont : Abaissement de coûts salariaux.....	15	16	15	21	24	15			-72,2	60,5
Contrat initiative emploi.....	0	0	0	0	0					
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise...	0	0	0	0	0					
Contrat Unique d'Insertion marchand .....	11	13	12	17	21	12				
Formations en alternance.....	76	33	121	229	73	30			12,3	-4,2
Contrat d'apprentissage (2).....	48	12	75	155	44	12				
Contrat de professionnalisation .....	28	21	46	73	29	18				
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise .....	56	52	43	42	55	53			-7,7	-2,2
<b>Emplois aidés dans le secteur non marchand .....</b>	<b>92</b>	<b>74</b>	<b>100</b>	<b>91</b>	<b>111</b>	<b>89</b>			<b>-22,7</b>	<b>20,9</b>
Dont : Contrat d'Avenir .....	0	0	0	0	0					
Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi ...	0	0	0	0	0					
Contrat Unique d'Insertion non marchand ....	92	74	100	91	111	89				
<b>Formation des demandeurs d'emplois .....</b>	<b>205</b>	<b>200</b>	<b>206</b>	<b>212</b>	<b>211</b>	<b>208</b>			<b>-2,0</b>	<b>2,9</b>
<b>Ensemble (3) .....</b>	<b>452</b>	<b>384</b>	<b>492</b>	<b>602</b>	<b>482</b>	<b>403</b>			<b>-15,1</b>	<b>6,6</b>

Effectifs de bénéficiaires	2012 T2	Variations trimestrielles des stocks							Stock T/(T-4) en %		
Données cvs, milliers et %	Stock	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
<b>Emplois aidés dans le secteur marchand (1)</b>	<b>976</b>	<b>-16</b>	<b>-12</b>	<b>0</b>	<b>18</b>	<b>-1</b>	<b>-17</b>			<b>-8,3</b>	<b>0,0</b>
Dont : Abaissement de coûts salariaux.....	107	-17	-9	-1	2	0	-8			-45,8	-5,9
Contrat initiative emploi.....	0	-1	-1	-2	-3	0	0				
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise.....	0	-1	0	0	0	0	0				
Contrat Unique d'Insertion marchand	40	-14	-7	3	6	2	-6				
Formations en alternance.....	587	1	-2	6	24	-4	-10			2,0	2,8
Contrat d'apprentissage (2).....	409	0	-2	-1	12	-2	-2				
Contrat de professionnalisation .....	177	1	0	7	12	-2	-8				
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise .....	213	-2	-2	-3	-6	2	2			-0,9	-2,8
<b>Emplois aidés dans le secteur non marchand .....</b>	<b>229</b>	<b>-12</b>	<b>-14</b>	<b>-33</b>	<b>9</b>	<b>18</b>	<b>6</b>			<b>-12,8</b>	<b>0,0</b>
Dont : Contrat d'Avenir .....	0	-2	-1	-1	-1	0	0				
Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi .....	0	-2	-3	-2	-2	0	0				
Contrat Unique d'Insertion non marchand .....	229	-9	-10	-30	11	18	6				
<b>Formation des demandeurs d'emplois .....</b>	<b>371</b>	<b>-7</b>	<b>-6</b>	<b>3</b>	<b>-2</b>	<b>5</b>	<b>2</b>			<b>-8,4</b>	<b>2,2</b>
<b>Ensemble (3) .....</b>	<b>1 576</b>	<b>-35</b>	<b>-33</b>	<b>-30</b>	<b>25</b>	<b>22</b>	<b>-9</b>			<b>-9,0</b>	<b>0,5</b>

(1) Y compris insertion par l'activité économique et aide à la création d'emplois et d'activité.

(2) Les chiffres de l'apprentissage pour les entrées désignent les contrats reçus par les Direccte après enregistrement des Chambres consulaires ; les stocks sont estimés.

(3) Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou en reconduction des contrats existants ; les stocks sont estimés.

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

(\*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2012, variation entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2011 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2012).

## Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés s'est replié au 2<sup>e</sup> trimestre 2012

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés et de stages de formation a diminué de -9 000 par rapport au trimestre précédent (en données corrigées des variations saisonnières) après avoir augmenté de +22 000 au 1<sup>er</sup> trimestre 2012. Cette baisse est entièrement imputable au secteur marchand, les effectifs étant en hausse dans le secteur non marchand.

Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a de nouveau progressé au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 pour le troisième trimestre consécutif mais à un rythme plus modéré (+6 000 après +18 000 au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 et +9 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2011). Fin juin 2012, 229 000 salariés bénéficiaient d'un contrat aidé dans le secteur non marchand, presque exclusivement d'un

CUI-CAE, contrat qui s'est substitué au CAE et au CAV depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 en France métropolitaine. Au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, les embauches en CUI-CAE ont chuté (30 000 entrées mensuelles en moyenne après 37 000 au 1<sup>er</sup> trimestre 2012) mais ont néanmoins dépassé les sorties également en baisse (27 000 sorties mensuelles en moyenne après 31 000 le trimestre précédent). Parallèlement, les sorties de CAV sont restées marginales (moins de 100 sorties au 2<sup>e</sup> trimestre) tandis qu'il n'y a plus de bénéficiaires de CAE depuis fin 2011.

Dans le secteur marchand, le nombre de salariés en emplois aidés au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 s'est replié de -17 000 après une baisse de -1 000 au 1<sup>er</sup> trimestre. Comme chaque année, les entrées en apprentissage et en contrat de professionnalisation du 2<sup>e</sup> trimestre ont été nettement moins élevées que celles du trimestre précédent. Au-delà de leur caractère saisonnier, les

Sources : Dares, ASP, Pôle emploi, ministère de l'éducation nationale, ministère de l'intérieur (emplois jeunes).



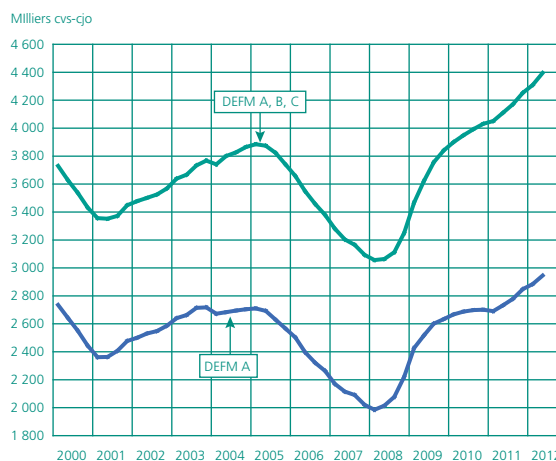
entrées en apprentissage se sont stabilisées par rapport à celles enregistrées à la même période en 2011 (12 000) et ont été légèrement inférieures aux sorties (14 000). Le nombre d'apprentis a ainsi faiblement diminué au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 pour s'établir fin juin 2012 à 409 000 en données corrigées des variations saisonnières (400 000 en données brutes), soit 2 000 bénéficiaires de moins que fin mars 2012. Les entrées en contrats de professionnalisation ont également été un peu moins nombreuses qu'au 2<sup>e</sup> trimestre 2011 (18 000 après 21 000) et n'ont pas permis de compenser les sorties (26 000). Le nombre de salariés en contrats de professionnalisation a ainsi décliné de -8 000 entre mars 2012 et juin 2012 pour s'établir à 177 000, en données corrigées des variations saisonnières (174 000 en données brutes). Par ailleurs, 12 000 CUI-CIE, contrat qui s'est substitué au CIE et au CI-RMA depuis janvier 2010 en France métropolitaine, ont débuté au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, après 21 000 le trimestre précédent. Les sorties de CUI-CIE s'étant stabilisées à 19 000, les effectifs de bénéficiaires de CUI-CIE ont diminué de -6 000 au 2<sup>e</sup> trimestre 2012. Depuis fin décembre 2011, il n'y a plus aucun bénéficiaire de CI-RMA ni de CIE en France métropolitaine. Le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé du secteur marchand hors mesures jeunes s'est établi ainsi à 40 000 fin juin 2012, après 46 000 fin mars.

## Le taux de chômage au sens du BIT a poursuivi sa hausse au 2<sup>e</sup> trimestre 2012

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, selon les données provisoires issues de l'enquête Emploi de l'Insee [6], 10,2 % de la population active étaient chômeurs au sens du BIT en France (y compris les DOM). En France métropolitaine, le taux de chômage s'est élevé à 9,7 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, soit 2,8 millions de chômeurs, se situant ainsi à son niveau de 1999. Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, il a augmenté de 0,1 point en France métropolitaine (+0,2 point en France entière). Sur un an, le taux de chômage s'est accru de 0,6 point en métropole, et de 0,7 point en France entière (tableau 4, graphique 7).

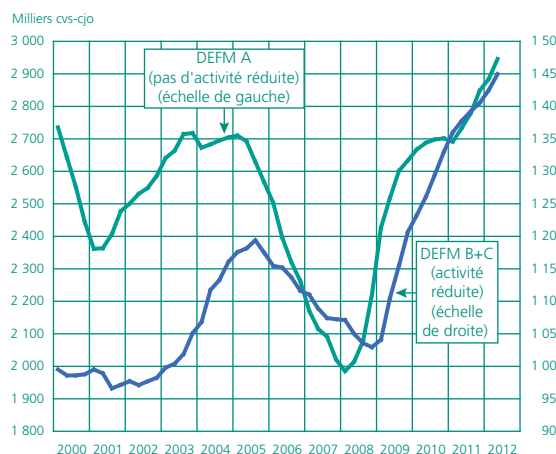
En France métropolitaine, les femmes ont été plus fréquemment au chômage que les hommes au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 (graphique 8). Le taux de chômage des hommes a baissé de 0,1 point par rapport au trimestre précédent, cette baisse concernant les 25 ans et plus, alors que le taux de chômage des hommes de moins de 25 ans a augmenté de 0,9 point ; de son côté, le taux de chômage des femmes s'est accru de 0,4 point, malgré une baisse de 0,5 point chez les femmes de moins de 25 ans. Sur un an, depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2011, le taux de chômage des hommes s'est nettement redressé (+0,9 point), la

Graphique 9 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie



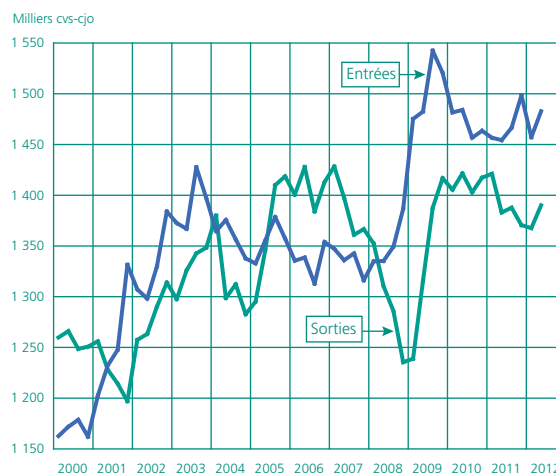
Champ : France métropolitaine.

Graphique 10 • Demandes d'emploi et activité réduite



Champ : France métropolitaine.

Graphique 11 • Entrées et sorties des demandeurs d'emploi des listes de Pôle emploi



Champ : DE A, B, C ; France métropolitaine.



Sources : Dares, Pôle emploi.



Sources : Dares, Pôle emploi.



Sources : Dares, Pôle emploi.

Tableau 4 • Taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine

Moyennes trimestrielles en % (Données cvs)	Niveau 2012 T2 En milliers	2011				2012				2011T2	2012T2
		T1	T2	T3	T4	T1	T2 (p)	T3	T4	T(T4) en points de % (*)	
<b>Hommes</b> .....	<b>1 418</b>	<b>8,5</b>	<b>8,6</b>	<b>8,7</b>	<b>9,2</b>	<b>9,6</b>	<b>9,5</b>			<b>-0,5</b>	<b>0,9</b>
Moins de 25 ans .....	357	21,0	21,5	19,9	22,2	22,6	23,5			-0,5	2,0
25-49 ans .....	806	7,5	7,5	7,8	8,3	8,6	8,5			-0,5	1,0
Plus de 50 ans.....	254	5,8	6,0	6,3	6,3	6,8	6,5			-0,1	0,5
<b>Femmes</b> .....	<b>1 367</b>	<b>9,8</b>	<b>9,6</b>	<b>9,7</b>	<b>9,6</b>	<b>9,6</b>	<b>10,0</b>			<b>0,0</b>	<b>0,4</b>
Moins de 25 ans .....	277	24,6	22,5	22,8	22,7	22,2	21,7			-1,8	-0,8
25-49 ans .....	830	8,9	8,9	9,1	9,0	9,2	9,5			0,3	0,6
Plus de 50 ans.....	260	6,6	6,3	6,7	6,5	6,3	7,0			0,1	0,7
<b>Ensemble</b> .....	<b>2 785</b>	<b>9,2</b>	<b>9,1</b>	<b>9,2</b>	<b>9,4</b>	<b>9,6</b>	<b>9,7</b>			<b>-0,2</b>	<b>0,6</b>
Moins de 25 ans .....	634	22,6	21,9	21,2	22,4	22,4	22,7			-1,1	0,8
25-49 ans .....	1 637	8,2	8,2	8,4	8,6	8,9	9,0			-0,1	0,8
Plus de 50 ans.....	514	6,2	6,2	6,5	6,4	6,5	6,7			<b>0,0</b>	<b>0,5</b>
	<b>Niveau En milliers</b>	<b>Variations trimestrielles en milliers</b>								<b>Croissance T/(T4) en %</b>	
Nombre de chômeurs BIT .....	2 785	-32	-21	34	68	58	52			-2,4	8,2

Source : Insee, enquête Emploi.

(p) Résultats provisoires.

Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage ; +/- 0,3 point à partir du 3<sup>e</sup> trimestre 2010.

Estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

(\*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2012, variation entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2011 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2012).

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Tableau 5 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie et selon l'ancienneté sur les listes de Pôle emploi

Données en fin de trimestre	2012 T2	2011				2012				2011T2	2012T2
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4) (*) en %	
Milliers / cvs - cjo	Niveau	Variations trimestrielles en milliers									
<b>Ensemble des DEFM</b> .....	<b>5 002</b>	<b>12</b>	<b>57</b>	<b>53</b>	<b>102</b>	<b>67</b>	<b>81</b>			<b>3,2</b>	<b>6,4</b>
<b>DEFM ABC</b> .....	<b>4 396</b>	<b>20</b>	<b>59</b>	<b>61</b>	<b>83</b>	<b>56</b>	<b>86</b>			<b>4,1</b>	<b>6,9</b>
<b>DEFM A</b> .....	<b>2 946</b>	<b>-10</b>	<b>42</b>	<b>46</b>	<b>70</b>	<b>36</b>	<b>61</b>			<b>1,7</b>	<b>7,8</b>
DEFM exerçant une activité réduite .....	1 450	30	18	15	13	20	25			9,3	5,2
dont : courte ( DEFM B).....	591	5	6	8	6	6	22			4,3	7,7
longue ( DEFM C).....	859	25	12	7	7	13	3			12,8	3,6
DEFM D .....	242	-10	-1	-4	3	2	3			-7,9	1,8
DEFM E.....	364	1	-2	-4	16	9	-8			1,2	3,8
Pour mémoire : DEFM 1 (**)	2 798	-16	32	35	53	30	67			1,0	7,1
<b>Demandeurs d'emploi de longue durée de catégories A, B, C (DELD) de cat 1</b>											
1 à 2 ans.....	853	-18	1	-2	4	14	16			0,1	3,9
2 à 3 ans.....	372	20	9	5	-2	-3	8			29,6	1,9
Plus de 3 ans.....	460	15	17	22	24	20	16			18,9	21,6
<b>Ensemble</b> .....	<b>1 685</b>	<b>17</b>	<b>27</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>30</b>	<b>41</b>			<b>10,2</b>	<b>7,7</b>

Sources : Dares, Pôle emploi, Unédic.

Voir [7] pour la définition des catégories de demandeurs d'emploi et leur correspondance avec l'ancienne nomenclature (catégories 1 à 8).

Les données sont arrondies au millier.

(\*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2012, variation entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2011 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2012).

(\*\*) Conformément au rapport du CNIS « Emploi, chômage et précarité » [8], l'analyse développée dans cette publication privilégie d'autres catégories de demandeurs d'emploi que l'ancienne catégorie 1.

Champ : France métropolitaine.

hausse étant moins accentuée chez les femmes (+0,4 point), avec, pour les moins de 25 ans, une très forte hausse pour les hommes (+2,0 points) et un recul pour les femmes (-0,8 point).

En moyenne, au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, la part des personnes en situation de sous-emploi (7) en France métropolitaine est restée stable à 5,3 % : le chômage technique ou partiel est resté stable, tout comme le temps partiel subi. Parmi les personnes en emploi, 0,4 % étaient au chômage technique ou partiel et 4,9 % en temps partiel subi.

## Hausse accentuée du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 2<sup>e</sup> trimestre 2012

À la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2012, 5 002 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D et E), en augmentation de +81 000 par rapport à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2012 (tableau 5 et [7]).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B

(7) Le sous-emploi recouvre les personnes qui ont un emploi à temps partiel, qui souhaitent travailler plus d'heures sur une semaine donnée, et qui sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent un emploi ou non. Sont également incluses dans le sous-emploi les autres personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude (chômage technique ou partiel).

et C) a poursuivi sa hausse au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, à un rythme plus soutenu qu'au trimestre précédent (+86 000 après +56 000, graphique 9). L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité réduite au cours du mois (catégorie A) a nettement accéléré au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 (+61 000 après +36 000). L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) s'est elle aussi accentuée (+25 000 après +20 000, graphique 10), en raison d'une forte progression du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie B (+22 000 après +6 000).

Du 2<sup>e</sup> trimestre 2011 au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'est accru de 213 000 (+7,8 %), après +45 000 un an auparavant (+1,7 %). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C a augmenté de 285 000 (+6,9 %) sur la même période, après une hausse de 162 000 (+4,1 %) un an auparavant. Au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C inscrits depuis plus d'un an s'est en outre accélérée : +41 000 au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, après +30 000 au trimestre précédent, soit +121 000 sur un an (+7,7 %).

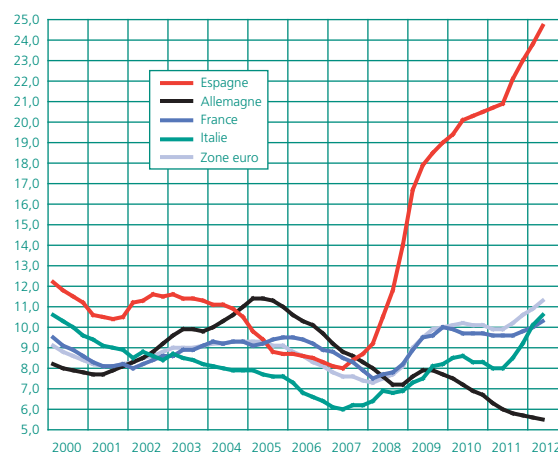
L'accélération du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C s'explique pour partie par une nette hausse des entrées (8) sur les listes de Pôle emploi au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 après la baisse du trimestre précédent (+26 000 après -41 000), supérieure à la hausse des sorties (+22 000 après -3 000, graphique 11).

La hausse des entrées s'explique principalement par les entrées pour « autres cas » (9) qui augmentent fortement au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 (+34 000 contre -4 000 le trimestre précédent), tandis que les entrées pour « reprise d'activité » baissent sensiblement (-13 000 contre +2 000 le trimestre précédent). En parallèle, l'augmentation des sorties des demandeurs d'emploi en catégories A, B et C à Pôle emploi tient principalement à la hausse de celles pour « entrée en stage » (+14 000 après +3 000), pour « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation » (+10 000 après +17 000) et pour « radiation administrative » (+11 000 après -5 000). Dans le même temps, la baisse des sorties pour « reprise d'emploi déclarée » s'est accentuée (-13 000 après -6 000).

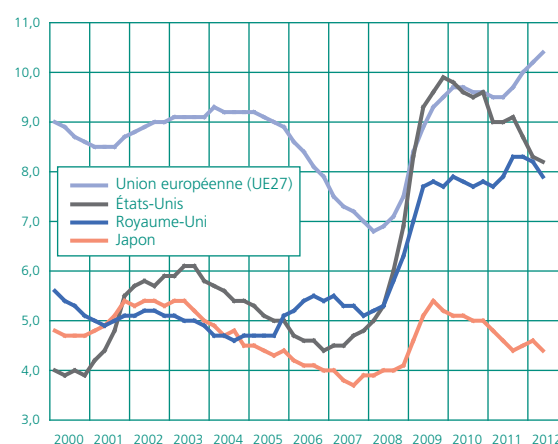
## Dans la zone euro, contraction de l'activité et hausse du taux de chômage au 2<sup>e</sup> trimestre 2012

D'après les estimations d'Eurostat, l'activité dans la zone euro s'est contractée de -0,2 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, après avoir stagné au trimestre précédent [9]. La consommation des ménages et l'investissement ont à nouveau reculé (-0,2 % et -0,8 % respectivement après -0,2 % et -1,3 %

Graphique 12 • Taux de chômage en zone euro



Graphique 13 • Taux de chômage dans le monde



au 1<sup>er</sup> trimestre). Les exportations se sont quant à elles redressées (+1,3 % après +0,7 %), de même que les importations (+0,9 % après -0,2 %). Par pays, l'activité a stagné en France pour le 3<sup>e</sup> trimestre consécutif. En Allemagne, elle a ralenti (+0,3 %), alors qu'elle s'était redressée au trimestre précédent (+0,5 %). L'activité s'est à nouveau contractée fortement en Italie (-0,7 % après -0,8 %) et plus modérément en Espagne (-0,4 % après -0,3 %). Les écarts de conjoncture constatés sur la période récente entre les principaux pays de la zone se sont ainsi maintenus au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 : +1,0 % sur un an en Allemagne, +0,3 % en France, -0,5 % aux Pays-Bas, -1,3 % en Espagne et -2,5 % en Italie. L'activité au Royaume-Uni s'est quant à elle repliée de -0,5 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 et dans la même proportion sur un an.

En ce qui concerne le marché du travail, selon les estimations d'Eurostat, le taux de chômage dans la zone euro s'est établi à 11,3 % de la population active au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 (graphique 12 et [10]). Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, il a augmenté de 0,4 point, et de 1,4 point sur un an. En France (y compris DOM), le taux de chômage s'est accru de 0,3 point au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, après +0,2 point au trimestre précédent et représente désormais 10,3 % de la population active. En Allemagne, le taux de chômage est au plus



Source : Eurostat. Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans. Pour la France, comprend France métropolitaine et Dom.



Source : Eurostat. Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.

(8) Les flux d'entrées et de sorties sont analysés sur l'ensemble des catégories A, B et C. Sur ce champ, la variation du nombre de demandeurs d'emploi est égale au solde des entrées et des sorties plus un résidu qui provient essentiellement d'un décalage d'enregistrement de certains flux dans les remontées statistiques mensuelles et de l'enregistrement particulier des demandeurs d'emploi changeant d'unité locale de Pôle emploi peu après leur inscription.

En raison d'un incident de gestion rencontré de février 2011 à février 2012, le nombre d'entrées a été légèrement surestimé sur cette période. Cet incident n'a toutefois pas eu d'effet sur les effectifs de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois ni sur l'évolution de ces effectifs d'un mois sur l'autre : il a seulement eu pour conséquence de considérer à tort certains demandeurs d'emploi présents sur les listes comme étant entrés lors du dernier mois alors qu'ils étaient déjà entrés précédemment.

(9) La catégorie « autres cas » regroupe principalement les entrées pour lesquelles le motif d'inscription n'est pas connu.



bas niveau depuis la réunification, à 5,5 % de la population active au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, en recul de 0,1 point par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 et de 0,5 point sur un an. À l'inverse, le taux de chômage a de nouveau augmenté en Espagne, pour atteindre 24,7 %, soit une hausse de 0,9 point au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 et de 3,8 points sur un an. En Italie, le taux de chômage a augmenté de +0,5 point au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 et représente désormais 10,6 % de la population active.

Le taux de chômage au Royaume-Uni a quant à lui baissé de -0,3 point, comme au trimestre précédent, pour s'établir à 7,9 % de la population active. Sur un an, le taux de chômage est resté stable.

Aux États-Unis, l'activité a de nouveau ralenti au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 : +0,4 % en variation trimestrielle après +0,5 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, sa progression annuelle s'établissant à +2,3 %. La croissance américaine a profité de l'accélération

de la consommation des ménages, pour partie compensée par le recul de celle des administrations publiques. Dans le même temps, le taux de chômage aux États-Unis a diminué au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, à 8,2 % de la population active, après 8,3 % le trimestre précédent, soit un niveau nettement inférieur à celui de la zone euro (graphique 13).

Enfin, au Japon, l'activité a ralenti au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, progressant de 0,3 % après +1,3 % au trimestre précédent. Par ailleurs, le taux de chômage japonais a baissé de 0,2 point au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, pour s'établir à 4,4 % de la population active.

## DARES\*

\* Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Laure NGUYEN et Benoit ROUMIER et composée de Marlène BAHU, Philippe BOURIEAU, Jean FINOT, Florian LEZEC et Xavier VINEY.

### Pour en savoir plus

- [1] Insee [2012], « Au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, le pouvoir d'achat des ménages progresse (+0,4 % après 0,0 %), », *Informations Rapides*, n° 238, septembre.
- [2] Insee, Dares [2012] « L'emploi marchand en baisse au deuxième trimestre 2012 », *Informations Rapides*, n° 220, septembre.
- [3] Dares (Finot J.) [2012] « L'emploi intérimaire au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 : nouveau repli de l'intérim », *Dares indicateurs*, n° 61, septembre.
- [4] Dares (Lezec, F.) [2012] « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 - Résultats définitifs », *Dares indicateurs*, n° 062, septembre.
- [5] Dares (Viney, X.) [2012] « Les tensions sur le marché du travail au deuxième trimestre 2012 », *Dares indicateurs*, n° 59, septembre.
- [6] Insee [2012], « Poursuite de la hausse du taux de chômage au deuxième trimestre 2012 », *Informations Rapides*, n° 218, septembre.
- [7] Dares [2012], « Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en août 2012 », *Dares Indicateurs*, n° 64, septembre
- [8] Cnis [2008], « Emploi, chômage et précarité – Mieux mesurer pour mieux débattre et mieux agir », Rapport du groupe de travail sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi présidé par J.-B. de Foucauld.
- [9] Eurostat [2012] « Le PIB de la zone euro en baisse de 0,2 % et celui de l'UE27 en baisse de 0,1 % », *Euro-indicateurs, communiqué de presse* n° 127, septembre.
- [10] Eurostat [2012] « Le taux de chômage à 11,4 % dans la zone euro », *Euro-indicateurs, communiqué de presse* n° 138, octobre.

DARES ANALYSES et DARES INDICATEURS sont édités par le ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris cedex 15.

www.travail.gouv.fr (Rubrique Études, Recherche, Statistique de la Dares)

Directeur de la publication : Antoine Magnier.

Téléphone Publications : 01.44.38.22.(60 ou 61) / Réponse à la demande : dares.communication@travail.gouv.fr

Rédactrice en chef : Marie Ruault. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton - Maquettistes : Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali.

Conception graphique : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Impression : Ateliers Modernes d'Impression, 19, rue Latérale, 92404 Courbevoie.

Abonnements : dares.communication@travail.gouv.fr

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 2109 - 4128.

